

Vol. 3, No. 1
Juin 2026

ISSN 2960-2858
P-ISSN 3006-4414

LES CAHIERS DU LARSOC

REVUE DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES
SUR LES SOCIÉTÉS ET LES CIVILISATIONS



**Laboratoire d'Analyse et de Recherche
sur les Sociétés et civilisations
(LARSOC)**

Département d'histoire
Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)
01 BP V 18 Bouaké 01
revuecahiersdelarsoc@gmail.com



Les Cahiers du LARSOC, *Revue des sciences humaines et sociales sur les sociétés et les civilisations*

ISSN 2960-2858

P-ISSN 3006-4414

revuecahiersdelarsoc@gmail.com

<https://revuecahiersdu.larsoc.net/>

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/610041>

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23917>

SJIF 2025 = 5.168 (Scientific Journal Impact Factor Value for 2025)



Périodique : semestriel

Vol. 3, No. 1, 2026

COMITÉ ÉDITORIAL

Directeur de publication

SANGARÉ Souleymane

Histoire médiévale de l'Afrique occidentale

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Comité de rédaction

Rédacteur en Chef :

KOUAMENAN Djro Bilestone Roméo

Histoire médiévale de l'Europe occidentale

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Rédacteur en Chef adjoint :

TRAORÉ Siaka

Histoire moderne et contemporaine

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Secrétaire de la rédaction :

YAPI Fulgence Thierry

Histoire de l'Antiquité

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Secrétaire adjoint de la rédaction :

YÉO Mitanhatcha

Archéologie

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Membres du Secrétariat de la rédaction

KOUAMENAN Djro Bilestone Roméo

TRAORÉ Siaka

GNAMIEN Kouamé Moïse

YAPI Fulgence Thierry

YÉO Mitanhatcha

OULAI Fabrice

FADIKA Massandjè Kano

OUATTARA Issouf

Commissaires aux comptes

YAO Élisabeth

Histoire contemporaine

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

BROU N'Goran Alphonse

Histoire contemporaine

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Trésorière de la rédaction

KRÉ Henriette

Histoire médiévale de l'Europe occidentale

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Trésorier adjoint de la rédaction

YAO Koffi Léon

Histoire contemporaine

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Web Master

KOUAKOU Kouadio Sanguen

Assistant, Ingénieur en informatique, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

COMITÉ SCIENTIFIQUE

ADDO Mahamane Addo

Professeur Titulaire, Université Abdou MOUMOUNI, Niamey (Niger)

ALLOU René Kouamé

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

ARCHER Maurice

Maître de Conférences, École Normale Supérieure (ENS), Abidjan (Côte d'Ivoire)

ASSANVO Mian K. N. Mathieu

Maître de Conférences, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

BA Idrissa

Professeur Titulaire, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

BAMBA Assouman

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

BAMBA Mamadou

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

BINATE Issouf

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

BORE El Hadji Ousmane

Maître de Conférences, Université des Sciences sociales et de gestion, Bamako, (Mali)

BROU Émile Koffi

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

COULIBALY Daouda

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

DIAKITÉ Moussa

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

DAKITE Samba

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

EICKELS Klaus van

Professeur Titulaire, Université Otto-Friedrich de Bamberg, Allemagne

ÉKANZA Simon Pierre

Professeur Titulaire, Doyen honoraire

GADO Alpha Boureima

Professeur Titulaire, Université de Tillabery, Niger

KIÉNON-KABORÉ T. Hélène

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

KONATÉ Doulaye

Professeur Titulaire, Université de Bamako, Mali

KONE Issiaka

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

KONIN Séverin

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

KOUAKOU Edmond Pierre Yao

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

KOUASSI Kouakou Siméon

Professeur Titulaire, Université de San Pedro, San Pedro (Côte d'Ivoire)

LATTE Egue Jean-Michel

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

MORITIÉ Camara

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

PARÉ Moussa

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

SANGARÉ Souleymane

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

SARR Mahamadou Nissire

Professeur Titulaire, Université Cheick Anta DIOP, Dakar (Sénégal)

SEYNI Moumouni

Directeur de Recherches, Université Abdou Moumouni, Niamey (Niger)

SORO Donissongui

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

TROH Deho Roger

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

COMITÉ DE LECTURE

ADDO Mahamane Addo

Professeur Titulaire, Université Abdou Moumouni, Niamey (Niger)

ALLOU René Kouamé

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

ASSANVO Mian K. N. Mathieu

Maître de Conférences, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

BA Idrissa

Professeur Titulaire, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

BINATE Issouf

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

BORE El Hadji Ousmane

Maître de Conférences, Université des Sciences sociales et de gestion, Mali

BROU Émile Koffi

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

COULIBALY Daouda Pondalla

Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

DÉDÉ Jean-Charles

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

DIAKITE Moussa

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

EICKELS Klaus van

Professeur Titulaire, Université Otto-Friedrich de Bamberg, Allemagne

IBRAH Maman Moutari

Maître-assistant, Université Djibo Hamani, Tahoua (Niger)

KIÉNON-KABORÉ T. Hélène

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

KONATE Mahamoudou

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

KONÉ Yacouba

Maître-assistant, Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa (Côte d'Ivoire)

KONIN Séverin

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

KOUASSI Kouakou Siméon

Professeur Titulaire, Université de San Pedro, San Pedro (Côte d'Ivoire)

KOUAKOU Edmond Pierre Yao

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

KOUAKOU N'Dri Laurent

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara, (Côte d'Ivoire)

KALOU épse LODUGNON Hiriey Evelyn Liliane

Maître-assistante, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

NAMOI Célestine

Maître-Assistante, École Normale Supérieure (ENS), Abidjan, (Côte d'Ivoire)

NOGBOU M'Domou Éric

Maître de Conférences, Université Felix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

PARÉ Moussa

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

SANGARÉ Souleymane

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

SARR Mahamadou Nissire

Professeur Titulaire, Université Cheick Anta DIOP, Dakar (Sénégal)

POLITIQUE ÉDITORIALE

Les cahiers du LARSOC est une revue pluridisciplinaire qui publie des contributions originales (en français, en anglais, en espagnol et en allemand) à la recherche sur l'histoire et filières voisines des sciences humaines et des sciences sociales. Sont particulièrement bienvenues les contributions transcendant les limites entre les époques, espaces géographiques et domaines de recherches établis. La voie de distribution principale est la publication en ligne par article.

PRÉSENTATION DES MANUSCRITS

Les contributions, en texte justifié, doivent être envoyées sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, caractère 12, interligne 1,5 et en portrait, pour le corps du texte. Caractère 10 pour les notes de bas de page.

La rédaction refusera, les contributions de moins de 10 pages et celles de plus de 25 pages. Les marges des manuscrits doivent respecter les paramètres suivants : 2,5 cm haut, bas, et 2,5 cm droite, gauche.

La structure des articles se fait selon :

- Article théorique et fondamentale : Titre (15 mots maximum, taille 14, gras et centré), Prénom et NOM de l'auteur (taille 12, gras et centré), Institution d'attache et Adresse électronique (taille 11, centré), Résumé en Français (200 mots maximum, taille 10), Mots-clés (maximum 5, taille 10), Abstract, Key words, Introduction (Justification du thème, Problématique, Hypothèses/Objectifs scientifiques, Approche méthodologique), Développement articulé, Conclusion, Références Bibliographiques.

- Article résultant d'une recherche de terrain : Titre (15 mots maximum, taille 14, gras et centré), Prénom et NOM de l'auteur (taille 12, gras et centré), Institution d'attache et Adresse électronique (taille 11, centré), Résumé en Français (200 mots maximum, taille 10), Mots-clés (maximum 5, taille 10), Abstract, Key words. Introduction (Justification du thème, Revue,

Problématique, Hypothèses/Objectifs scientifiques, Question de recherche), Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Références bibliographiques.

Les articulations de l'article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.). Pas plus de 3 niveaux. Les tableaux, figures, graphiques, photographies en noir et blanc ou en couleur, seront présentés dans le texte à leur emplacement exact.

CITATION DES AUTEURS

La revue se conforme aux normes éditoriales NORCAMES 2016.

Les références bibliographiques sont intégrées au texte comme suit : mettre entre parenthèses, l'initial (s) du Prénom ou des Prénoms + le Nom de l'auteur + année de publication suivie de deux points + la page à laquelle l'information a été prise. Ex : (S.-P. Ekanza, 2016 : 15).

DANS LE TEXTE : Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la citation dépasse trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (taille 11, interligne 1 ou simple) en romain et en retrait de 2 cm à gauche et à droite.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (l'initial (s) du Prénom ou des Prénoms + le Nom de l'auteur + année de publication suivie de deux points + la page à laquelle l'information a été prise) ;
- l'initial (s) du Prénom ou des Prénoms + le Nom de l'auteur (année de publication suivie de deux points + la page à laquelle l'information a été prise).

Exemples :

- En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998 : 223) est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupée du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

- Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile qui, dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991 : 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles-là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

- Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

« le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères » (S. Diakité, 1985 : 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page en indiquant :

Pour la source orale : l'initial (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur + Nom de l'auteur + lieu + date de l'entretien.

Pour un livre : l'initial (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur + Nom de l'auteur + année de publication suivie de deux points + pages citées.

Pour un article : l'initial (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur + Nom de l'auteur + année de publication suivie de deux points + pages citées.

Pour les sources d'archives : il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes. Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I.), 1EE28, 1899.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES (PRÉSENTÉES EN ORDRE ALPHABÉTIQUE)

Dans la bibliographie, ne doivent figurer que les références des documents cités, à interligne 1,5 et justifiées, en respectant le protocole suivant :

Pour les sources orales : NOM Prénoms des informateurs + qualité et profession des informateurs + âges des informateurs ou leurs dates de naissance + date, heure et lieu de l'entretien + principaux thèmes abordés au cours des entretiens.

Par exemple : COULIBALY Gberna, *Dozoba* ou Vieux dozo, garant de L'initiation au *Dozoya* de Dagbakpli, 70 ans, 27 janvier 2016, de 16h20 à 17h, Korhogo, Rôle des Dozo dans la crise en Côte d'Ivoire de 2002 et 2011.

Pour les sources d'archives, mentionner en toutes lettres le lieu de conservation des documents, la série et l'année.

Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire, 1EE28, 1899.

Pour les sources éditées : NOM Prénoms de l'auteur, année de publication, titre du volume (italique), lieu de publication, nom de la société d'édition. Attention à la différence entre l'éditeur, marqué (éd.), et le nom de la société d'édition.

Ex. 1 : FROISSART Jean, 1846, *Chronique de la traison et mort de Richart Deux roy Dengleterre*, éd. et trad. Benjamin WILLIAMS, Londres, S & J Bentley.

Ex. 2 : STUBBS William (éd.), 1882, *Chronicles of the Reigns of Edward I and Edward II*, vol. I, Londres, Longman.

Ex. 3 : *Calendar of Letter-Books of the City of London. Letter-Book H*, Reginald R. SHARPE (éd.), 1907, Londres, John Edward Francis.

Une monographie : NOM Prénoms de l'auteur, année de publication, titre du volume (italique), lieu de publication, nom de la société d'édition.

Ex. : EKANZA Simon-Pierre, 2016, *L'historien dans la cité*, Paris, L'Harmattan.

Ouvrage collectif : NOM Prénoms du ou des auteurs, année de publication (dir), titre du volume (italique), lieu de publication, nom de la société d'édition.

Ex. : MARCHANDISSE Alain, KUPPER Jean-Louis (dir.), 2003, *À l'ombre du pouvoir. Les entourages princiers au Moyen Âge*, Liège, Droz.

Un article de revue : NOM Prénoms de l'auteur, année de publication, titre de l'article (entre guillemets), nom de la revue (italique), volume et/ou numéro, première et dernière pages de l'article.

Ex. : SANGARÉ Souleymane, 2007, « Une famille de serviteurs d'États au Soudan occidental aux XV^e et XVI^e siècles : les Naddi », *Revue ivoirienne d'histoire*, N° 11, p. 102-119.

Un article dans un ouvrage collectif : NOM Prénoms de l'auteur, année de publication, titre de l'article (entre guillemets), dans : prénoms et NOM du ou des directeurs de publication (dir.), titre du volume (italique), lieu d'édition, nom de l'éditeur, première et dernière pages de l'article.

Ex. : GUILLEMAIN Bernard, 2003, « Les entourages des cardinaux à Avignon », dans : Alain MARCHANDISSE, Jean-Louis KUPPER, (dir.), *À l'ombre du pouvoir. Les entourages princiers au Moyen Âge*, Liège, Droz, p. 7-11.

Un mémoire, une thèse, un rapport, document manuscrit, ... : NOM Prénoms de l'auteur, année de soutenance ou de production du document, Titre, type de document, mention de "non publié", Ville de production, Institution d'origine, nombre de pages.

Ex. : ANNAN Elisabeth, 1984, Les mouvements migratoires des populations Akan du Ghana en Côte d'Ivoire, des origines à nos jours, Thèse pour le Doctorat de troisième cycle, non publiée, Abidjan, Université nationale de Côte d'Ivoire, 326 p.

Document internet : de façon générale, la présentation des Ressources Internet se fera selon le modèle de base suivant : Auteur, année de mise en ligne « Titre de la ressource », [S'il y a lieu, ajouter la ressource plus large à laquelle le document cité est rattaché. Il s'agit de l'auteur ou du titre du site ou du document qui contient la ressource.], Adresse URL (date : jour/mois/année de la consultation par l'utilisateur).

Ex. : WARNER Kathryn, 2010, « The Trial and Execution of Thomas of Lancaster », Edward II, Welcome to the site which examines the events, issues and personalities of Edward II's reign, 1307-1327, <http://edwardthesecond.blogspot.de/2010/10/trial-and-execution-of-thomas-of.html> (17/6/2023).

N.B :

- L'auteur pourra se référer aux NORCAMES 2016 pour des cas plus spécifiques.
- Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À l'effet de ...
- Le non-respect des recommandations ci-dessus entraîne le rejet systématique du manuscrit soumis à évaluation des pairs.
- En vertu du Code d'Éthique et de Déontologie du CAMES, toute contribution est l'apanage de son auteur et non celle de *Les cahiers du LARSOC*. Les responsabilités pénales sont donc à l'actif du contributeur. Les articles sont, cependant, la propriété de la revue.

Rédaction en Chef
Dr. KOUAMENAN Djro Bilestone Roméo
Département d'histoire, Université Alassane Ouattara

SOMMAIRE

Cédric-Aurel MANZENZA: Le culte funéraire égyptien dans les réalités de la vie après la mort physique (2778-2263av. J.-C) »	14-29
Djézié Guénolé Charlot BENE BI : Les pratiques de salubrité dans les villes commerciales du Soudan occidental médiéval durant les échanges transsahariens (VIII^e -XVI^e siècle)	30-40
Konan Parfait N'GUESSAN : Le travail des femmes dans la ville de Paris au XIII^e siècle : entre volonté normative des pouvoirs publics et considérations genrées	41-59
Amon Guy Serge ATCHIE: Les femmes des sociétés littorales ouest-africaines dans le commerce transatlantique de 1445 à 1530	60-75
Ama Pélagie ABISSA, Pédiomatéhi Ali COULIBALY : La place des minorités chrétiennes dans le sultanat ayyubide (1171-1250)	76-90
Mahamadi KOALA : Les Waala en pays nuni : origines, trajectoire migratoire et contribution à l'implantation musulmane (XVIII^e – XX^e siècle)	91-104
Yves Victor NGONO : Clio ou Sechat : À la recherche de la première muse de l'histoire dans l'Antiquité	105-117
Somolo Alain OKOUMAN : Esclavage et traite des esclaves dans l'empire du Ghana des origines au XIII^e siècle	118-135
Kouamé Kossonou Frédéric SECRE : La mission diplomatique britannique au Brong Djaïman en 1889 à travers le témoignage de Richard Freeman	136-155
Mlan Kouakou Pierre ANZIAN : Rites funéraires Agni Moronou et foi chrétienne : interactions, tensions et processus d'inculturation	156-179
Anin Patricia-Claire N'CHO : Au-delà du tyran impie : une relecture de l'identité et de la légitimité de Sonni Ali dans l'empire Songha	180-194
Sabougnouman KONÉ : ECG et ivoirisation : modernisation publique de la commercialisation des produits vivriers en Côte d'Ivoire (1970-1980)	195-213
Yao Dieudonné KOUASSI, Christian Michel LATH, Koffi Elysée KOUAKOU : Impact physico-environnementaux de l'extraction minière illégale dans la sous-préfecture de Grégbé (centre ouest ivoirien)	214-228
Jean Baptiste KOFFI : L'immigration africaine : entre normativité vitale et constructivisme socio-biologique	229-243
Aissata Kane-LO : Former aux métiers du patrimoine immatériel en contexte postcolonial : enjeux pédagogiques et responsabilités professionnelles	244-263
Méfégbé MÉITÉ : L'écranisation globale et la désintégration de la société	264-276
Katcha HILI: Analyse des causes et des conséquences de l'émigration sur l'Afrique	277-289
Amani KOFFI : La morale dans l'Égypte ancienne : une analyse des maximes de Ptah-Hotep et d'Ani	290-307
Gnirgnamsoubi TOUMOUDAGOU : Profils et mobiles migratoires des descendants de la diaspora béninoise de Côte d'Ivoire au Bénin : entre stratégies d'adaptations et représentations sociales	308-326
Pougwendé Léandre GUIGMA, Mahounami Solange KPOGBEMABOU : Repenser la formation et la pratique de l'architecture et de l'urbanisme en Afrique noire francophone, à partir des langues, des cosmogonies et ontologies africaines	327-339

Nohan SIDIBE : De la difficile maîtrise des effectifs aux précaires conditions de vie et de travail des travailleurs africains en Côte d'Ivoire (1893-1920)	340-363
Baraou HALADOU SALE : Médecine traditionnelle nigérienne, praticiens, pathologies et diagnostic pendant la période coloniale (1900 à 1960)	364-380
Ibrahima SAWADOGO, Oumar LINGANI : Évaluation de la compétence des enseignants de français à l'analyse de la situation éducative	381-393
Pascal Iheanacho OHANMA : Pratiques et représentations du français chez les commerçants transfrontaliers du sud-ouest du Nigéria : étude de cas dans les marchés de Seme et d'Idiroko	394-409
Yacouba FOFANA, Tiéba YÉO, Pori DIABATÉ : La région de la Bagoué dans le grand commerce ouest-africain (XIX^e-XX^e siècles)	410-425
Grâce Fetana Zroh DEMAIN épse Diby : Le pagne traditionnel Dan : Origine et valeur socioculturelle	426-440
Ousmanou BASSIROU : Automatisation des tâches administratives et gestion des lycées de l'arrondissement de Garoua II, Nord-Cameroun	441-451
Nonhoua Thomas SEKONGO, Attchoumounan Paulin OUATTARA : L'humanisme médical à l'épreuve de l'Intelligence Artificielle (IA)	452-468
Sasso Sidonie Calice YAPI, Bienvenue TONOUMI : Perception de la contraception chez les adolescentes	469-482
Iwikotan Arnaud TCHEDE, Nestor LABIYI, Jules DETONDE : Traditions orales et approche archéologique de l'histoire des Oman Ola d'Ogomou (Moyen-Bénin)	483-494
Dago Thomas DADIE : Outillage et techniques culturelles en Grèce classique	495-510
Noaga BIRBA, Séverin BADO, Sombéwendin Hubert OUEDRAOGO : Forge traditionnelle chez les Lyela de Reo (Burkina Faso) : typologie et fonctions des forgerons	511-527
Victor NIKIÉMA, Ténihan TRAORÉ : Le patrimoine culturel matériel et les menaces dans la chefferie traditionnelle de Zorgho	528-543
Koffi Noé KONAN, Dja André Ouréga Junior GOKRA : Communication et RSE dans la gestion de la santé et sécurité au travail dans les entreprises agroindustrielles en Côte d'Ivoire	544-557
Sidy NDOUR : L'archéologie du paysage : un essai théorique et méthodologique	558-583
Emmanuel BAYALA, Inoussa SALOGO : Caractéristiques rythmiques et mélodiques des musiques des lyèla de la Province du Sanguié (Région de Nando du Burkina Faso)	584-600
Mitanhantcha YEO : L'usage de la céramique dans la médecine traditionnelle à Gbêkêkro (Centre ivoirien)	601-613
Sinaly TRAORÉ : Entrepreneuriat informel et inclusion économique en Côte d'Ivoire	614-628
Issifou TARNAGDA : Les nasales en <i>bisa barka</i> (Première partie)	629-641
Koffi Saint-Marc AHOUSSOU, Koffi Stanislas KOUAKOU, Kouadio Joseph KRA : L'industrie hôtelière au service de l'attractivité territoriale de la ville de Korhogo (nord de la Côte d'Ivoire)	642-652
Nanbidou DANDONOUGBO, Edoh Emmanuel BODJRO : Le sanctuaire Hebiesso, Sovi : un cadre de formation artisanale en pays Ouatchi (XVIII^e-XX^e siècle)	653-671

Winso Banfo Claude SOMÉ : Le Syndicat des chefs traditionnels de la Haute-Volta (actuel Burkina Faso) : un cadre de défense des intérêts de la chefferie (1946-1960)	672-690
Aboubekr THIAM, Alassane DIOP : L'image comme langage pédagogique dans les jeux sérieux en contexte africain : enjeux de médiation et reconfiguration des modes de transmission des savoirs	691-713
Laouali ISSA SALIFOU, Abdou IDRISSE: Les écoles coraniques itinérantes au Niger : une sociohistoire de la mobilité éducative islamique (1900-2024)	714-735
Bouais KONE : Les réfugiés politiques guinéens en Côte d'Ivoire 1958 à 1984	736-750
Kubertezié Eric SOMDA : Milieu de travail et santé mentale au travail chez les enseignants du primaire et du secondaire public d'Abidjan	751-767
Noaga BIRBA, Brahim OUEDRAOGO : Étude comparative des assemblages céramiques des sites archéologiques de Niapa et de Sandogo dans la province du Kourwéogo.....	768-783
Jacquinet BAMBA BISSELE : Discours pontifical et gouvernance morale : lecture argumentativo-lexicale d'une allocution papale au Cameroun	784-796
Benjamin EYOUNGA : La valeur contemporaine de la philosophie rousseauiste de l'éducation : une éthique sociale et environnementale	797-822
DR Oumar OUATTARA: L'amélioration du système de passation des marchés publics, un moyen pour promouvoir la compétitivité des pme locales	823-841
Sidonie Youa LYADAN Epse KAMALAN: Negotiating Tradition: Women's Sociocultural and Linguistic Transformations in Ébrié Urban Communities of Abidjan	842-856
Oumarou ADAMOU IDE, Sani ALOU WAWA : Reinforcing Symbiosis Living in Nigerien Oral Poetry: A contribution of Malam Mamane Barka through <i>Amairam</i>	857-871
Yhattey Hervé Thierry AGUIE : Gestion des ressources forestières et exploitation minière à Yaouré de la période précoloniale au xx^e siècle	872-887
N'founoum Parfait Sidoine KOUAME : La continuité de la transhumance pastorale en Côte d'Ivoire (1968-2002) : entre échec des politiques d'intégration et stratégies de résilience des Peuls pasteurs du nord ivoirien	888-909
Guilga François de Paule YAMBRESSINGA : La problématique de l'enseignement de l'éducation civique au post-primaire et secondaire au Burkina-Faso de 1960 à 2024	910-932
BABAROU: Fulani and Hausa wedding practices in the working-class neighborhoods of in Garoua (Cameroon).....	933-946
Nadine Carole NGON : L'héritage africain dans les noms colombiens	947-962
Mamadou Vieux Lamine SANÉ: Université numérique et professionnalisation en Afrique francophone	963-981
Koffi Alain KOUASSI: Patronymes et préservation de l'identité culturelle d'un peuple : état des lieux en pays koulango (XVIII^e - XX^e siècle)	982-998
Salomé Michelle Rose EDIMA : La Femme bulu et la promotion de l'art culinaire patrimonial au Sud-Cameroun-face à l'essor des plats internationaux (1984-2025)	999-1019

Automatisation des tâches administratives et gestion des lycées de l'arrondissement de Garoua II, Nord-Cameroun

Ousmanou BASSIROU

Université de Garoua
bachlive2006@gmail.com

Résumé

La présente étude examine l'impact de l'automatisation des tâches administratives sur la gestion des lycées de l'arrondissement de Garoua II dans la Région du Nord-Cameroun. Dans un contexte marqué par la politique de modernisation du système éducatif camerounais, cette recherche s'interroge sur la manière dont la numérisation des documents, le travail collaboratif et le paiement électronique des frais de scolarité influencent la qualité de la gestion administrative des établissements secondaires. S'appuyant sur une démarche hypothético-déductive, l'étude mobilise l'approche systémique (L. von Bertalanffy, 1968 ; P. Checkland, 1981), la théorie de la structuration (A. Giddens, 1987) et la théorie de la rationalité limitée (H. A. Simon, 1955). Un questionnaire structuré a été administré à 104 personnels administratifs et auxiliaires issus de sept lycées de l'arrondissement de Garoua 2. Les données ont été traitées à l'aide du logiciel SPSS par régression linéaire simple. Les résultats révèlent que la numérisation des tâches ($R^2 = 0,398$; $p = 0,000$), le travail collaboratif ($R^2 = 0,231$; $p = 0,000$) et le paiement électronique ($R^2 = 0,356$; $p = 0,034$) exercent chacun une influence significative et positive sur la gestion administrative. Toutefois, des défis persistent. L'étude recommande le renforcement des capacités numériques et l'amélioration des mécanismes de reversement financier.

Mots-clés : automatisation, TIC, gestion administrative, numérisation, travail collaboratif

Abstract

This study examines the impact of the automation of administrative tasks on the management of Garoua 2 subdivision secondary schools in the North Region of Cameroon. In a context marked by the modernization policy of the Cameroonian education system, this research investigates how the digitization of documents, collaborative work and the electronic payment of tuition fees influence the quality of administrative management. Based on a hypothetico-deductive approach, the study draws on systems theory (L. von Bertalanffy, 1968; P. Checkland, 1981), structuration theory (A. Giddens, 1987), and the theory of bounded rationality (H. A. Simon, 1955). A structured questionnaire was administered to 104 administrative and auxiliary staff from seven high schools in the Garoua 2 subdivision. The data were processed using SPSS software through simple linear regression. The results show that digitization of tasks ($R^2 = 0.398$; $p = 0.000$), collaborative work ($R^2 = 0.231$; $p = 0.000$) and electronic payment ($R^2 = 0.356$; $p = 0.034$), each exert a significant and positive influence on administrative management. The study recommends strengthening digital capacities and improving financial transfer mechanisms.

Key words: automation, ICT, administrative management, digitization, teleworking.

Introduction

L'éducation est un levier capital du développement socioéconomique des pays africaines. Comme le souligne N. Henaff (2006 : 106), elle assume une double fonction de continuité et de progrès. Elle représente l'un des instruments les plus importants du développement humain. Dans les pays d'Afrique subsaharienne, le problème de gestion efficiente des établissements scolaires se pose avec insistance, en raison d'une multitude des facteurs : croissance démographique rapide, insuffisance des ressources financières et matérielles, et faiblesse des capacités institutionnelles (M.-F. Lange, 1990 : 4 ; UNESCO, 2005).

Face à ces défis, l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le secteur éducatif est devenue une opportunité majeure de modernisation. Comme le rappelle B. Togola (2003 : 2), les TIC constituent un enjeu de développement autant que les autres questions fondamentales, et un pays aspirant à la modernité ne peut rester en marge de cette révolution numérique. Le Cameroun, à l'instar de nombreux pays africains, s'est engagé dans cette dynamique depuis le début des années 2000, avec l'inauguration des premiers Centres de Ressources Multimédias (CRM) et l'adoption de textes réglementaires favorisant l'intégration des TIC dans l'enseignement secondaire (J. Bomda, 2009 ; S. Tchameni Ngamo, 2007).

Cependant, si les travaux antérieurs se sont largement focalisés sur l'usage pédagogique des TIC dans le processus enseignement-apprentissage (T. Karsenti, 2003, 2009 ; S. Tchameni Ngamo & T. Karsenti, 2008 ; M. T. Djeumeni, 2010), relativement peu d'études ont abordé de manière systématique l'impact de l'automatisation des tâches administratives sur la gestion des établissements scolaires, particulièrement dans les zones septentrionales du Cameroun. Or, la gestion administrative - qui englobe la production de documents, le suivi du personnel, la gestion financière et la communication institutionnelle - constitue le socle opérationnel sur lequel repose le fonctionnement quotidien de tout établissement (A. Obondoh et al., 2005 ; J.-M. Plane, 2017).

Depuis 2018, le Ministère des Enseignements Secondaires (MINESEC) a impulsé plusieurs réformes structurantes : l'instauration du paiement électronique des frais de scolarité, la création de plateformes numériques pour la carte scolaire, et l'encouragement au travail collaboratif à travers les forums numériques (MINESEC, 2018 ; MINEPAT, 2019). Ces réformes posent la question de leur effectivité sur le terrain, en particulier dans la Région du

Nord, caractérisée par l'enclavement géographique, les insuffisances infrastructurelles et le faible niveau d'alphabétisation numérique.

L'arrondissement de Garoua II est l'une des circonscriptions administratives du département de la Bénoué, Région du Nord-Cameroun, est marquée par des indicateurs socioéconomiques parmi les plus faibles du pays. Sur le plan éducatif, placé dans une zone d'éducation prioritaire (ZEP), ses lycées publics font face à des défis structurels considérables : insuffisance des équipements informatiques, faible connexion à Internet et déficit de personnel qualifié en matière de TIC (ROCARE, 2008 ; S. Tchameni Ngamo, 2007). Selon l'UNESCO (2005), un enfant sur cinq seulement achève le premier cycle du secondaire en Afrique subsaharienne ; l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation passe nécessairement par la modernisation des outils de gestion, constat partagé par l'OCDE (2001). Ajouté à ceci, des problèmes d'énergie (délestage, coupure, etc.).

Au Cameroun, l'intégration des TIC est marquée par plusieurs textes : la loi d'orientation de l'éducation de 1998 (article 25), le décret n° 2002/004 du 4 janvier 2002, l'arrêté n° 3745 du 16 juin 2003 introduisant l'informatique dans l'enseignement secondaire général (J. Bomda, 2009), et la circulaire du MINESEC de 2018 instituant le paiement électronique des frais exigibles (MINESEC, 2018 ; A. Noubissi, 2018). Aussi, les circulaires ministérielles relatives à l'usage des TIC aux examens et concours relevant du MINESEC, les instructions relatives à l'accompagnement pédagogique des apprenants avec les TIC et les recommandations de création des groupes de communication numériques locales. Malgré ces avancées, le rapport PETS3 du MINEPAT (2019) a mis en lumière des écarts de l'ordre de 8 % entre les montants attendus et déclarés au titre des frais exigibles, traduisant des difficultés persistantes dans le suivi financier. À ces dysfonctionnements s'ajoutent des problèmes récurrents : perte de souches de bulletins, difficultés à reconstituer des cartes scolaires, dépôt tardif des rapports.

Ces constats conduisent à poser la question centrale suivante : dans quelle mesure l'automatisation des tâches administratives influence-t-elle la gestion des lycées de l'arrondissement de Garoua II dans la Région du Nord-Cameroun ?

L'objectif général est d'analyser l'impact de l'automatisation des tâches administratives sur la gestion des lycées de l'arrondissement de Garoua II dans la Région du Nord-Cameroun. Trois objectifs spécifiques en découlent : (OS1) examiner l'impact de la numérisation des tâches sur la gestion administrative ; (OS2) évaluer l'influence du travail collaboratif en ligne sur la gestion administrative ; (OS3) analyser l'effet du paiement électronique sur la gestion administrative. Les hypothèses correspondantes sont : (H1) la numérisation des tâches a un

impact significatif sur la gestion administrative des lycées ; (H2) le travail collaboratif influence significativement la gestion administrative ; (H3) le paiement électronique a un effet significatif sur la gestion administrative.

1. Cadre conceptuel et théorique

1.1. Présentation des concepts clés

1.1.1. Technologies de l'information et de la communication (TIC)

Les TIC désignent l'ensemble des matériels, logiciels et services s'appuyant sur l'informatique, les télécommunications, le multimédia et l'audiovisuel, permettant de rechercher, stocker, traiter et transmettre des informations (J. Basque & K. Lundgren-Cayrol, 2003 : 265). Dans le contexte éducatif, leur usage leur confère le statut de « technologie éducative » (UNESCO, 2008).

1.1.2. Numérisation, travail collaboratif et paiement électronique

La numérisation renvoie au procédé de traduction en format numérique de tout document d'information (T. Kuny, 1995). Dans le contexte scolaire, elle concerne la production informatisée des cartes d'identité scolaire, des bulletins de notes, des fichiers du personnel et des rapports administratifs (S. Tchameni Ngamo & T. Karsenti, 2008 ; M. Coulibaly & S. A. Man Bi, 2018). Selon Zaibet (2006), la collaboration repose sur un engagement réciproque des participants, mobilisés dans un effort coordonné visant à résoudre un problème commun. Le partage de connaissances, élément fondamental de cette démarche, débute par l'établissement d'un climat de confiance entre les collaborateurs. Cette confiance mutuelle, qui se construit progressivement (Archimag, 2008), nécessite que chacun reconnaisse les compétences spécifiques de ses partenaires. Le travail collaboratif se manifeste dans le milieu scolaire par les échanges via les réseaux sociaux, les réunions virtuelles et le partage de documents à distance (J. Medzo-M'engone, 2016). Le paiement électronique désigne quant à lui le système de règlement informatisé permettant un transfert de fonds instantané d'un compte à un autre (L. Fox & S. Van Droogenbroeck, 2017). Au Cameroun, depuis 2018, les frais de scolarité sont payés via les opérateurs de téléphonie mobile et les institutions financières partenaires (MINESEC, 2018 ; J. Frydrych et al., 2015).

1.1.3. Gestion administrative

Elle renvoie à l'utilisation rationnelle des ressources humaines, financières et matérielles dans le cadre des fonctions de planification, d'organisation, de direction, de contrôle et d'évaluation (H. Fayol, 1916 ; J.-M. Plane, 2017 ; A. Obondoh et al., 2005).

1.2. Cadre théorique

L'étude s'adosse à trois cadres théoriques complémentaires. L'approche systémique (L. von Bertalanffy, 1968 ; J. De Rosnay, 1975 ; P. Checkland, 1981) permet d'appréhender l'établissement scolaire comme un système complexe d'éléments en interaction — personnel, technologie, processus, environnement — organisés en fonction d'objectifs ; le modèle de « l'école informatisée » proposé par J. Basque et al. (1998) offre une vision intégrée des usages possibles des TIC. La théorie de la structuration (A. Giddens, 1987), prolongée par la théorie de la structuration adaptative de G. DeSanctis & M. S. Poole (1994), éclaire le rôle de la technologie comme à la fois résultat et médium de l'activité des acteurs (V. Fernandez & H. Jomaa, 2007). Enfin, la théorie de la rationalité limitée (H. A. Simon, 1955) met en lumière les contraintes cognitives, informationnelles et structurelles qui pèsent sur la prise de décision des gestionnaires scolaires.

2. Méthodologie

2.1. Population et échantillonnage

L'étude adopte une démarche hypothético-déductive à dominante quantitative (M. Grawitz, 2001 ; F. Dépelteau, 2000). La population cible est constituée du personnel administratif (proviseurs, censeurs, surveillants généraux, intendants, conseillers d'orientation) et des auxiliaires d'administration (secrétaires, moniteurs de CRM, membres des bureaux d'APEE) des sept lycées publics de l'arrondissement de Garoua 2 : deux lycées généraux (LCM Garoua, Lycée de Nassarao), deux lycées bilingues (LB Garoua, LB Ngalbidjé) et trois lycées techniques (LT Garoua, LT Garoua-Bibemiré, LT Nassarao).

L'échantillon a été constitué par méthode non probabiliste, en tenant compte de l'implication des répondants dans les processus administratifs et numériques. Sur les 160 questionnaires distribués, 104 ont été retournés valides, soit un taux de réponse de 65 %, répartis comme suit : 20 répondants des lycées généraux (19,2 %), 36 des lycées bilingues (34,6 %) et 48 des lycées techniques (46,2 %). La collecte s'est déroulée de juin à juillet 2021.

2.2. Instruments de collecte des données

L'instrument principal est un questionnaire structuré composé de 21 items fermés et 2 items ouverts, organisé en cinq modules : (1) identification du répondant (6 items), (2) numérisation des tâches (4 items), (3) travail collaboratif en ligne (3 items), (4) paiement électronique (3 items), et (5) gestion administrative (5 items). Les items des modules 2 et 3 utilisent une échelle de Likert à trois niveaux (Jamais / Parfois / Toujours), ceux du module 4 une échelle ordinale, et ceux du module 5 une échelle mixte. Le questionnaire a été soumis à une pré-enquête auprès de 15 personnes (M. Grawitz, 2001). La validité interne a été assurée par la congruence entre les hypothèses, les entrées thématiques et les indicateurs retenus (R.-A. Thiétart, 2007).

2.3. Méthode d'analyse des données

Les données ont été codifiées et traitées à l'aide du logiciel SPSS (J. Stafford & P. Bodson, 2005). L'analyse comporte deux niveaux : des analyses descriptives (tri à plat) et des analyses explicatives (régression linéaire simple) pour tester chacune des trois hypothèses, en mesurant le coefficient de détermination (R^2) et en vérifiant la significativité par le test F de Fisher-Snedecor au seuil $\alpha = 0,05$. Si la valeur de significativité (Sig.) est inférieure à 0,05, l'hypothèse nulle (H_0) est rejetée et l'hypothèse alternative (H_a) est acceptée.

3. Résultats et discussion

3.1. Résultats descriptifs

L'échantillon est composé de 64,4 % d'hommes et 35,6 % de femmes. Par ailleurs, 68,3 % des répondants déclarent avoir reçu une formation en informatique, contre 31,7 % sans compétence technologique formelle.

Concernant la numérisation, 39,4 % des répondants indiquent que les courriers sont « toujours » partagés via les réseaux sociaux ; 40,4 % affirment une utilisation permanente des documents numériques (cartes scolaires, bulletins) ; l'enregistrement informatisé des candidats aux examens officiels affiche le taux le plus élevé (71,15 % d'usage constant). Concernant le travail collaboratif en ligne, il n'est pratiqué « toujours » que par 26 % des répondants ; la communication avec l'APEE via les TIC reste la dimension la plus faible (16,3 % d'usage constant). Concernant le paiement électronique, 42,3 % estiment que le délai de paiement est respecté contre 35,6 % de désaccord ; le retard de reversement perturbe « toujours » le projet

d'établissement selon 65,4 % des répondants. Enfin, sur la gestion administrative, 74 % des répondants reconnaissent que l'utilisation de logiciels spécialisés améliore la qualité de la gestion, et 75 % estiment que l'archivage numérique la facilite.

3.2. Vérification des hypothèses

Tableau 1. Synthèse des résultats de la régression linéaire simple

Hypothèse	Variable indépendante	R ²	F calculé	Sig.	Décision
H1	Numérisation des tâches	0,398	4,308	0,000	Confirmée
H2	Travail collaboratif	0,231	3,752	0,000	Confirmée
H3	Païement électronique	0,356	6,072	0,034	Confirmée

Source : enquête de terrain, 2025

La régression entre la numérisation des tâches et la gestion administrative donne $R^2 = 0,398$ et $F(1,102) = 4,308$ avec $\text{Sig.} = 0,000 < 0,05$: H1 est confirmée, ce qui permet de dire que la numérisation des tâches constitue la variable la plus explicative (39,8%) du modèle. La régression entre le travail collaboratif et la gestion administrative donne $R^2 = 0,231$ et $F(1,102) = 3,752$ avec $\text{Sig.} = 0,000 < 0,05$: H2 est confirmée, ce qui signifie que le travail collaboratif explique 23,1% du modelé donc elle la moins explicative mais néanmoins significative.. La régression entre le paiement électronique et la gestion administrative donne $R^2 = 0,356$ et $F(1,102) = 6,072$ avec $\text{Sig.} = 0,034 < 0,05$: H3 est confirmée, le paiement électronique explique 35,6%. Ceci montre qu'il y aurait d'autres facteurs explicatifs non étudiés du modèle.

3.3. Discussion

Les trois hypothèses étant confirmées, l'hypothèse générale selon laquelle l'automatisation des tâches administratives a un impact significatif sur la gestion des lycées de l'arrondissement de Garoua II dans la Région du Nord-Cameroun est validée.

Concernant la numérisation des tâches ($R^2 = 0,398$), les résultats corroborent les travaux de M. Coulibaly & S. A. Man Bi (2018) qui avaient montré, dans le contexte ivoirien, que l'établissement des emplois du temps, des listes de classe et le calcul des moyennes par voie informatique améliorent la traçabilité et la rationalisation des tâches administratives. Comme le soulignent ces auteurs :

Les TIC permettent la sauvegarde sur support numérique des informations administratives et des dossiers scolaires (M. Coulibaly & S. A. Man Bi, 2018 : 5).

Cependant, notre étude révèle que la conservation et l'archivage restent au stade embryonnaire dans plusieurs établissements, ce qui confirme les risques de non-intégration identifiés par H. Daguet & J. Wallet (2012 : 40).

S'agissant du travail collaboratif, bien que son coefficient de détermination soit le plus faible ($R^2 = 0,231$), il reste significatif. Les résultats sont cohérents avec les observations de S. Tchameni Ngamo & T. Karsenti (2008 : 52), qui notaient que les TIC sont utilisées pour les correspondances avec les collaborateurs et les parents d'élèves. J. Medzo-M'engone (2016) avait également montré que les TIC enrichissent le système d'activité des cadres fonctionnaires. L'impact significatif du travail collaboratif s'explique par la capacité des réseaux sociaux -en particulier WhatsApp- à réduire les contraintes spatiotemporelles, conformément à la théorie de la structuration de A. Giddens (1987).

Quant au paiement électronique ($R^2 = 0,356$), son résultat significatif montre l'important des retards de reversement par le MINESEC et les procédures administratives complexes d'accès aux fonds qui pèsent sur la trésorerie de l'établissement, constats rejoignant les conclusions du rapport PETS3 (MINEPAT, 2019). Comme le note A. Noubissi (2018), la réforme visait la traçabilité et la sécurisation des fonds, mais son opérationnalisation se heurte à des limites structurelles que la théorie de la rationalité limitée de H. A. Simon (1955) permet d'éclairer.

L'approche systémique mobilisée montre que ces difficultés sont interconnectées : le déficit de formation limite l'usage des outils, qui à son tour réduit la demande d'équipements, entretenant un cercle vicieux de sous-intégration. Conformément aux étapes d'intégration identifiées par l'UNESCO - introduction, adaptation, infusion et transformation (M. Coulibaly & S. A. Man Bi, 2018) -, la plupart des lycées étudiés se situent encore entre les phases d'introduction et d'adaptation.

Conclusion

Cette étude a démontré empiriquement que l'automatisation des tâches administratives - à travers la numérisation des documents, le travail collaboratif et le paiement électronique - exerce un impact positif et significatif sur la gestion des lycées de la Région du Nord-Cameroun. Ces résultats confortent la pertinence de la politique de modernisation du MINESEC et confirment les apports de l'approche systémique, de la théorie de la structuration et de la rationalité limitée.

L'étude comporte toutefois des limites : circonscription géographique à l'arrondissement de Garoua 2, recours exclusif au questionnaire, taille de l'échantillon (N = 104) et taux de non-réponse (35 %), absence de contrôle des variables confondantes et caractère transversal de l'étude.

Il est recommandé aux pouvoirs publics de : (a) renforcer les programmes de formation continue du personnel administratif aux outils numériques ; (b) accélérer les mécanismes de reversement des fonds collectés par voie électronique ; (c) équiper systématiquement les établissements en matériel informatique fonctionnel ; (d) développer des indicateurs de suivi de l'intégration numérique ; et (e) encourager la recherche sur les usages administratifs des TIC en adoptant des méthodologies mixtes.

Références Bibliographiques

AZOH François Joseph, LANOUE Éric et TCHOMBE Therese M., 2009, *Éducation, violences, conflits et perspectives de paix en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala.

BARON Georges-Louis, 1996, « L'informatique et ses usagers dans l'éducation », *Revue française de pédagogie*, n° 117, p. 67-77.

BASQUE Josianne et LUNDGREN-CAYROL Karin, 2003, « Une typologie des typologies des applications des TIC en éducation », *Sciences et techniques éducatives*, vol. 9, n° 3-4, p. 263-289.

BASQUE Josianne, ROCHELEAU Johanne et WINER Laura, 1998, *Une approche pédagogique pour l'école informatisée*, Montréal, Centre de recherche LICEF, Télé-université.

BERTALANFFY Ludwig von, 1968, *General System Theory: Foundations, Development, Applications*, New York, George Braziller.

BOMDA Justin, 2009, *L'intégration des TIC dans l'éducation au Cameroun*, Rapport, Yaoundé, Ministère des Enseignements Secondaires du Cameroun.

CHECKLAND Peter, 1981, *Systems Thinking, Systems Practice*, Chichester, John Wiley.

COULIBALY Moussa et MAN BI Semi Alain, 2018, « Rôle des TIC dans la gestion administrative et pédagogique des établissements secondaires : cas de la ville de Touba », *Revue internationale des sciences de l'éducation*, vol. 4, n° 2, p. 1-12.

DAGUET Hervé et WALLET Jacques, 2012, « Du bon usage du "non-usage" des TICE », *Recherches & Éducatives*, n° 6, p. 35-53.

DE ROSNAY Joël, 1975, *Le macroscopie : vers une vision globale*, Paris, Seuil.

DÉPELTEAU François, 2000, *La démarche d'une recherche en sciences humaines*, Bruxelles, De Boeck.

DESANCTIS Gerardine et POOLE Marshall Scott, 1994, « Capturing the Complexity in Advanced Technology Use: Adaptive Structuration Theory », *Organization Science*, vol. 5, n° 2, p. 121-147.

DJEUMENI TCHAMABE Marcelline, 2010, *Pratiques pédagogiques des enseignants avec les TIC au Cameroun : entre politiques publiques et dispositifs techno-pédagogiques*, Thèse de doctorat, non publiée, Paris, Université Paris Descartes.

- DJEUMENI TCHAMABE Marcelline, 2014, « La formation des enseignants aux TIC en Afrique », *Distances et médiations des savoirs*, n° 7.
- FAYOL Henri, 1916, *Administration industrielle et générale*, Paris, Dunod.
- FERNANDEZ Valérie et JOMAA Hanène, 2007, « La théorie de la structuration appliquée aux TIC », dans : *Systèmes d'information et management*, Paris, EMS, p. 45-68.
- FOX Louise et VAN DROOGENBROECK Séverine, 2017, « Mobile money et inclusion financière en Afrique », *Revue d'économie financière*, n° 127, p. 321-340.
- FRYDRYCH Jennifer, SCHARWATT Claire et VONTHRON Nicolas, 2015, *Paielements mobiles et scolarisation en Afrique*, Londres, GSMA.
- GIDDENS Anthony, 1987, *La constitution de la société*, Paris, Presses Universitaires de France.
- GRAWITZ Madeleine, 2001, *Méthodes des sciences sociales*, 11^e éd., Paris, Dalloz.
- HENAFF Nolwen, 2006, « Éducation et développement : regard critique sur l'apport des recherches économiques », *Éducation et sociétés*, vol. 17, n° 1, p. 105-118.
- INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC, 2020, *Le télétravail en contexte de pandémie*, Québec.
- ISABELLE Claire, LAPOINTE Claire et CHIASSEON Marc, 2002, « Pour une intégration réussie des TIC à l'école : de la formation des directeurs à la formation des maîtres », *Revue des sciences de l'éducation*, vol. 28, n° 2, p. 325-343.
- KARSENTI Thierry, 2003, « Les TIC et l'éducation en Afrique », *Éducation et francophonie*, vol. 31, n° 2, p. 1-18.
- KARSENTI Thierry, 2009, *Intégration pédagogique des TIC en Afrique : stratégies d'action et pistes de réflexion*, Ottawa, Centre de recherches pour le développement international.
- KUNY Terry, 1995, *The Digital Dark Ages? Challenges in the Preservation of Electronic Information*, Communication, 63^e Conférence générale de l'IFLA.
- LANGE Marie-France, 1990, « Systèmes éducatifs et forces sociales en Afrique », *Politique africaine*, n° 39, p. 2-13.
- MACE Gordon et PÉTRY François, 2017, *Guide d'élaboration d'un projet de recherche en sciences sociales*, 5^e éd., Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur.
- MEDZO-M'ENGONE Jules, 2016, *Les TIC et l'activité des cadres fonctionnaires au Cameroun*, Thèse de doctorat, non publiée, Strasbourg, Université de Strasbourg.
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (MINEPAT), 2019, *Rapport PETS3 Cameroun : traçabilité et transparence des dépenses publiques dans l'éducation*, Yaoundé.
- MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES DU CAMEROUN (MINESEC), 2018, *Circulaire relative au paiement électronique des frais exigibles*, Yaoundé.
- MORIN Edgar, 1990, *Introduction à la pensée complexe*, Paris, ESF.
- NOUBISSI A., 2018, « Paiement des frais de scolarité en ligne : les enjeux d'une réforme », *Cameroon Tribune*.
- OBONDOH Andiwo, NANDAGO Maria et OTIENDE James, 2005, *Managing Schools: The Role of School Management*, Paris, UNESCO.

- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE), 2001, *L'école de demain : les nouvelles technologies à l'école*, Paris, Éditions OCDE.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (UNESCO), 2005, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*, Paris, UNESCO.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (UNESCO), 2008, *ICT Competency Standards for Teachers*, Paris, UNESCO.
- PELGRUM Willem J. et LAW Nancy, 2004, *Les TIC et l'éducation dans le monde : tendances, enjeux et perspectives*, Paris, UNESCO/Institut international de planification de l'éducation.
- PLANE Jean-Michel, 2017, *Théorie des organisations*, 5^e éd., Paris, Dunod.
- RÉSEAU OUEST ET CENTRE AFRICAIN DE RECHERCHE EN ÉDUCATION (ROCARE), 2008, *Intégration pédagogique des TIC : recherche transnationale*, Bamako, ROCARE.
- SIMON Herbert A., 1955, « A Behavioral Model of Rational Choice », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 69, n° 1, p. 99-118.
- STAFFORD Jean et BODSON Paul, 2005, *L'analyse multivariée avec SPSS*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- TASKIN Laurent, 2006, « Télétravail : les enjeux de la déspatialisation pour le management humain », *Interventions économiques*, n° 34.
- TCHAMENI NGAMO Salomon, 2007, *Stratégies organisationnelles d'intégration des TIC dans l'enseignement secondaire au Cameroun*, Thèse de doctorat, non publiée, Montréal, Université de Montréal.
- TCHAMENI NGAMO Salomon et KARSENTI Thierry, 2008, « Intégration des TIC et typologie des usages : analyse de la situation dans les écoles secondaires camerounaises », *Éducation et francophonie*, vol. 36, n° 2, p. 45-68.
- THIÉTART Raymond-Alain (dir.), 2007, *Méthodes de recherche en management*, 3^e éd., Paris, Dunod.
- TOGOLA B., 2003, « Les TIC au service du développement en Afrique », *Bamako*, vol. 2, p. 1-8.
- TREMBLAY Diane-Gabrielle, 2003, « Le télétravail : articuler qualité de vie et performance », *Revue française de gestion*, vol. 29, n° 146, p. 107-120.
- WEBER Max, 1971 [1922], *Économie et société*, trad. J. Chavy et É. de Dampierre, Paris, Plon.
- WOODWARD Joan, 1958, *Management and Technology*, Londres, Her Majesty's Stationery Office.